

**Le Dimanche**  
de  
**Roubaix-Tourcoing**  
Hédomadaire  
Illustré  
Où pages d'actualité  
de toutes  
et deux feuilletons  
et intéressants  
20 cent. à tous nos vendeurs  
et dépositaires.

# Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

Nord et Nord-Pas-de-Calais	3 mois, 22.00	6 mois, 40.00	1 an, 75.00
Autres départements	23.00	42.00	80.00
Belgique	25.00	46.00	85.00
Union Postale: Tarif A	25.00	46.00	85.00
Tarif B	30.00	56.00	100.00

REDACTION.....  
ANNONCES.....

ROUBAIX..... 63 à 71, Grande-Rue. Tél. 3733, 3735, 3734  
TOURCOING..... 22, rue Carant. Tél. 37  
LILLE..... 3, rue Faidherbe. Tél. 3821  
PARIS..... 23, Boulevard Poissonnière. Tél. Providence 7134  
MOUSCRON..... 105, rue de la Station. Tél. 544

CHEQUES  
POSTAUX  
ET L.L.F.

**PHARMACIE**  
de la  
**VICÉ**  
LABORATOIRES  
de la  
**PHARMACIE**  
de la  
**PHARMACIE**  
de la  
**PHARMACIE**  
de la

## Par 324 voix contre 160, la Chambre a accordé pleins pouvoirs au Ministre Laval pour sauver le franc et briser la spéculation

### M. FERNAND BOUISSON A ETE REELU PRESIDENT DE LA CHAMBRE

Paris, 7 juin (Minuit).

A l'heure où nous écrivons ces lignes, il est impossible de savoir quelle sera l'issue du débat engagé sur les pleins pouvoirs réclamés par M. Pierre Laval. La Commission des Finances a accepté ce projet par 19 voix contre 14 et 5 abstentions. Ce scrutin n'est pas rassurant si l'on songe que les abstentions sont le fait de députés hostiles aux pleins pouvoirs. Si cette hostilité se traduit en séance publique par des abstentions, le Cabinet l'emportera d'assez loin; dans le cas contraire, il n'aura qu'une majorité bien minime.

Que souhaitent donc les députés radicaux? La réponse à cette question est fort simple. Ils ont peur de l'électeur et se demandent ce qui l'irritera le plus, ou bien la prolongation de la crise avec son inévitable cortège de désordre et la démonstration de l'impuissance d'une assemblée décadente.

Les chefs valoisien comprenaient dès jeudi que le premier de ces risques est moins grave que le second. Ont-ils fait partager leur angoisse à leurs troupes? Nous voulons l'espérer pour le salut du franc et pour la paix publique.

Mais, quel que soit le verdict que prononcera la Chambre, la décision des socialistes de voter contre les pleins pouvoirs a donné à un certain nombre de radicaux l'envie de les imiter. Bien que la preuve ait été faite qu'un Gouvernement de Front commun est chose impossible dans les circonstances présentes, l'esprit cartelliste n'est pas mort. Incapable d'agir positivement, il retrouve sa vitalité et sa nocivité dans l'action négative.

Qu'on le veuille ou non, pour le salut de la monnaie, la période des vacances parlementaires sera la plus favorable au Gouvernement. La Chambre ne peut plus qu'entraver le redressement financier. Elle connaît une impopularité méritée et, dans son propre intérêt, devrait travailler à se faire oublier quelques mois. Comment peut-elle chicaner un Gouvernement qui réclame les pleins pouvoirs et l'autorité nécessaire à une action efficace, quand tout ce qu'elle fait apporte la démonstration qu'elle est incapable d'un effort patriotique et d'un véritable esprit civique?

En des circonstances analogues, il est opportun de le rappeler, les partis extrémistes d'Angleterre et de Belgique ont su faire preuve de plus d'amour de leur patrie.

R...

### Après leur présentation à M. Lebrun, les ministres ont tenu, à l'aube, un premier Conseil

Paris, 7 juin. — M. Pierre Laval, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, a présenté vendredi matin, à 3 heures, à l'Élysée, les membres du nouveau cabinet à M. le Président de la République.

M. Pierre Laval a soumis à la signature du Président de la République les secrets nommant les ministres et sous-secrétaires d'Etat.

Les membres du nouveau cabinet ont quitté l'Élysée à 4 h. 15, c'est dire que la réunion qui s'est tenue, n'a pas été la simple présentation habituelle des membres du cabinet.

C'est au début de ce véritable Conseil des ministres que M. Blaisot a été désigné comme sous-secrétaire d'Etat, chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine.

M. Blaisot a rejoint, une demi-heure après ses collègues, qui étaient encore en délibération.



LE MINISTÈRE LAVAL APRÈS SA PRÉSENTATION AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (Mond. Photo-Pressé).  
Premier rang, et de gauche à droite: MM. RÉGNIER (Finances); HERRIOT (ministre d'Etat); LAVAL (président du Conseil et Affaires étrangères); BÉRAUD (Justice) et MANDEL (P.T.T.). — Deuxième rang, et de gauche à droite: MM. LAURENT-ÉVYAC (Travaux publics); ROLLIN (Colonies); BLAISOT (sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil); LAFONT (Santé publique). — Troisième rang, et de gauche à droite: MM. FROSSARD (Travail); MARCOMBES (Éducation nationale); BONNET (Commerce); GÉNÉRAL DENAIN (Air); FABRY (Guerre) et MAUPOIL (Pensions). M. MARIE ROUSTAN (Marine marchande) est caché par M. Blaisot. MM. PAGANON, PIÉTRI, CATHALA, FLANDIN et MARIN ne sont pas sur notre document.

Le portefeuille des Finances. Mais le député de la Corse s'est refusé en faisant valoir qu'il désirait continuer à diriger le département de la Marine, surtout à la veille de la conférence de désarmement naval pour laquelle il s'est particulièrement préparé au cours des derniers dix-huit mois pendant lesquels il a présidé aux destinées du ministère de la rue Royale.

Dans ces conditions, M. Pierre Laval a sollicité le concours de M. Marcel Régnier, qui fut longtemps rapporteur général du budget au Sénat, et qui a la réputation d'être un défenseur vigilant des deniers de l'Etat. Le cabinet, d'ailleurs, comprendra, en dehors du ministre des Finances lui-même, plusieurs personnalités particulièrement compétentes en matière financière: MM. P.-E. Flandin, Georges Bonnet, François Piétri, tous anciens ministres des Finances ou du Budget.

### Le portefeuille des Finances

Dans les milieux autorisés on recueille vendredi matin quelques précisions sur les conditions dans lesquelles s'est constitué le troisième Cabinet Pierre Laval. Le président du Conseil avait fait un appel pressant auprès de M. François Piétri pour amener celui-ci à accepter



M. LAVAL, PRÉSIDENT DU CONSEIL, SE REND A LA CHAMBRE (Ph. N.Y.T.)

### La composition du 99<sup>e</sup> ministère de la III<sup>e</sup> République

Le Cabinet qui vient de constituer M. Pierre Laval, est le 99<sup>e</sup> de la III<sup>e</sup> République et le 10<sup>e</sup> de la 15<sup>e</sup> législature.

C'est le troisième Cabinet que préside M. Pierre Laval. Le nouveau ministère réunit vingt personnalités. Quatre ministres appartenant à la Haute Assemblée, ce sont: MM. Pierre Laval, Léon Bérard, Marcel Régnier, Mario Roustan; quinze sont députés: MM. Edouard Herriot, Louis Marin, P.-E. Flandin, Paganon, Jean Fabry, François Piétri, Georges Bonnet, Philippe Marcombes, Laurent-Eynac, Louis Rollin, L.-O. Frossard, Henri Maupoil, Pierre Cathala, Ernest Lafont et Georges Mandel.

### M. Franklin-Bouillon avait été sollicité

Au cours des conversations qui ont précédé la constitution du nouveau cabinet, M. Pierre Laval a insisté très vivement auprès de M. Franklin-Bouillon pour que celui-ci accepte d'entrer dans le gouvernement comme ministre d'Etat.

M. Franklin-Bouillon a remercié M. Pierre Laval de son offre, mais a préféré la décliner et conserver sa liberté pour poursuivre dans le pays son action et sa propagande en faveur de l'Union pour la nation.

### La déclaration ministérielle souligne que l'état des finances publiques est la seule menace qui pèse sur le franc

Voici le texte de la déclaration ministérielle qui a été lue à la Chambre des députés par M. Pierre Laval, président du Conseil, et au Sénat par M. Léon Bérard, ministre de la Justice:

C'est pour lutter contre la spéculation et pour défendre le franc que notre gouvernement s'est constitué; en répondant à l'appel du chef de l'Etat, nous avons accompli notre devoir.

Il nous faut maintenant les moyens d'agir. Le Parlement nous les donnera en votant immédiatement le projet de loi que nous déposons sur le bureau de la Chambre.

Les pouvoirs que nous lui demandons respectent le statut organique et politique du pays. Ils assurent, dans des circonstances exceptionnelles, le salut de nos institutions. Le Parlement connaît cette procédure pour l'avoir librement consentie en des temps moins troubles. Vous voyez, comme nous, défendre le patrimoine national. L'état des finances publiques est l'unique menace qui pèse sur le franc. Notre encaisse d'or, chacun le sait, devrait suffire à le rendre inattaquable.

Il faudra nous attacher ensemble au redressement de l'économie nationale: là est le véritable but.

Les travailleurs de ce pays doivent se sentir aidés et protégés. Assurer aux populations rurales, aux commerçants et aux industriels l'écoulement de leurs produits, assouplir les échanges internationaux, multiplier et resserrer les liens qui unissent la métropole et son empire d'outre-mer, continuer efficacement la lutte contre le chômage, offrir à la jeunesse, l'emploi de ses dons et de son activité, en un mot, permettre à chacun de trouver dans une économie rénovée, l'emploi et la juste rémunération de son labeur: vastes matières où la collaboration du Parlement et du Gouvernement doit s'affirmer.

La France a connu de plus rudes épreuves. Elles les a toujours surmontées par un courage et par une union dont les anciens combattants ont donné le magnifique exemple.

Devant le danger, il est une tradition de notre pays à laquelle vous ne faillez pas. Le monde entier a les yeux fixés sur nous. Vous ne laissez pas attendre notre prestige.

Notre politique extérieure de sécurité et de paix dont chacun reconnaît la continuité et dont vous avez bien voulu approuver la sagesse, ne pourrait être compromise que si vous paraissez vous abandonner.

Mais il ne suffira pas de comprimer les dépenses et de supprimer les objets

qui est président de ce groupe, et M. Cathala; cinq au groupe radical et radical-socialiste: MM. Edouard Herriot, Paganon, Georges Bonnet, Marcombes, Maupoil; un au groupe des Indépendants, M. Georges Mandel.

Deux ministres appartenaient, avant leur participation, au Cabinet Bouisson: Lun, M. Ernest Lafont, au parti socialiste de France; l'autre, M. L.-O. Frossard, au parti socialiste S.F.I.O.

### Une mise au point des Anciens Combattants

La Confédération nationale des anciens combattants et victimes de la guerre communique la note suivante:

« Les suggestions d'ensemble présentées par le Conseil d'administration de la Confédération nationale des anciens combattants et victimes de la guerre n'ayant pu être retenues par M. Laval, président du Conseil, le bureau n'a pas cru devoir accepter l'offre amicale de deux portefeuilles qui lui était faite. »

### Les réunions gouvernementales

Paris, 7 juin. — Le Conseil de cabinet a eu lieu à 17 h., à l'Élysée sous la présidence de M. Pierre Laval, pour préparer la déclaration gouvernementale.

Puis, sous la présidence de M. Albert Lebrun, les membres du gouvernement se sont réunis en Conseil des ministres.

Il a été donné lecture de la déclaration ministérielle.

Le Conseil a approuvé les termes de la déclaration et a donné unanime son approbation au projet de loi qui doit accorder au gouvernement des pouvoirs exceptionnels pour défendre le franc et briser la spéculation.

Le Conseil a renouvelé la décision prise par les précédents gouvernements interdisant aux ministres de prendre part à des manifestations officielles jusqu'au 14 juillet.

### L'attitude des groupes

Diverses critiques sur la composition du ministère ont été formulées, vendredi matin, aux groupes des républicains de gauche et des indépendants de gauche.

Néanmoins, la plupart des membres de ces deux groupes, comme des autres formations de la majorité, sont prêts à accorder au gouvernement la délégation de pouvoirs qui va être de nouveau demandée au Parlement.

Le groupe socialiste n'a tenu le matin qu'une brève réunion au cours de laquelle il s'est trouvé unanimement hostile au gouvernement.

Il a chargé M. Léo Lagrange d'intervenir sur les raisons qui ont amené l'insuccès de la combinaison de M. François Piétri. M. Georges Monnet a reçu mission de proposer le texte d'une déclaration qui sera lu avant le vote sur le projet de « délégation de pouvoirs », au nom du groupe.

Les groupes républicain socialiste, so-

cialiste français et socialiste de France ont examiné l'éventualité de leur « fusion », en une seule formation parlementaire.

M. Déat a été chargé de développer une interpellation sur la politique générale du gouvernement et éventuellement de parler sur la demande d'ajournement du débat.

### La onzième Conférence laitière internationale, à Berlin

Berlin, 7 juin. — La place m'a manqué hier pour vous rendre compte de la visite des « Leunawerken » à laquelle ont participé, la veille de la conférence, la plupart des délégués, conduits de Berlin à Leipzig dans un avion géant de la Luft Hansa.

Visite du plus haut intérêt et on songe que les « Leunawerken » sont les usines de produits chimiques les plus grandes d'Europe et peut-être du monde. Cinq kilomètres carrés de superficie totale, deux kilomètres de bâtiments et d'appareils échelonnés sans interruption, trois mille ouvriers, trois mille employés, cent ingénieurs chimistes, un milliard de reichmarks de capital, voilà, n'est-il pas vrai, des chiffres qui donnent à réfléchir.

Les « Leunawerken » produisent, en partant de la houille, l'essence et l'ammoniaque synthétique, ainsi que tous leurs dérivés.

Cette visite a constitué pour les délégations étrangères, en même temps qu'une impressionnante leçon de choses, le plus utile des enseignements.

Le dîner de jeudi offert par l'Association laitière allemande à l'hôtel Esplanade et auquel assistaient de nombreuses notabilités berlinoises a donné l'occasion à M. Hardt, président de l'Association laitière allemande et à M. Maurice Dubruille, président de la Fédération laitière internationale, de définir de nouveau la position de la Fédération à l'égard du problème de la coopération internationale en matière industrielle.

### La séance de vendredi

La conférence a entendu vendredi matin une très intéressante causerie de M. Hermann Rausch, directeur du Peignage de Leipzig, sur les caractéristiques de la fibre laitière et les moyens propres à en assurer l'exacte détermination.

La conférence a procédé à la désignation d'une Commission permanente qui aura pour tâche la coordination des

expériences faites dans ce domaine par les techniciens et praticiens de la laine dans les différents pays.

### La question des accords de clearing

La motion relative aux accords de clearing proposée à l'approbation de la conférence par la Commission proposée par M. André Fetter (Belgique) et qui devait servir de conclusion aux rapports de M. Fetter et Robichaux a donné lieu à une discussion des plus vives, pour ne pas dire des plus passionnées. Certains des délégués se sont levés, d'autres ont tenu pas une solution satisfaisante au problème des paiements internationaux, selon l'expression de M. Fetter, pour avoir un bon clearing, il faut un bon marché mondial. Mais certains ont insisté sur le fait que les accords de clearing ont été un mal nécessaire et en tout cas le moindre mal.

M. Verrier-Cau, président de l'Union négoceuse en laine de Roubaix-Tourcoing, a présenté le point de vue de la délégation française. Celle-ci reconnaît que les accords de clearing n'ont pas été, en général, donnés les résultats attendus, mais insiste particulièrement sur le fait que la stabilisation monétaire, condition essentielle du retour à la liberté des transactions commerciales et financières.

Partis de poursuivre énergiquement un accord unanime, la conférence a décidé de voter par la Commission.

M. Henri Hénart, délégué des Pays-Bas, a intervenu dans la discussion relative à la question des accords de clearing internationaux pour indiquer que les accords de clearing ont été, en général, donnés les résultats attendus, mais insiste particulièrement sur le fait que la stabilisation monétaire, condition essentielle du retour à la liberté des transactions commerciales et financières.

Partis de poursuivre énergiquement un accord unanime, la conférence a décidé de voter par la Commission.

M. Henri Hénart, délégué des Pays-Bas, a intervenu dans la discussion relative à la question des accords de clearing internationaux pour indiquer que les accords de clearing ont été, en général, donnés les résultats attendus, mais insiste particulièrement sur le fait que la stabilisation monétaire, condition essentielle du retour à la liberté des transactions commerciales et financières.

Partis de poursuivre énergiquement un accord unanime, la conférence a décidé de voter par la Commission.

M. Henri Hénart, délégué des Pays-Bas, a intervenu dans la discussion relative à la question des accords de clearing internationaux pour indiquer que les accords de clearing ont été, en général, donnés les résultats attendus, mais insiste particulièrement sur le fait que la stabilisation monétaire, condition essentielle du retour à la liberté des transactions commerciales et financières.

Partis de poursuivre énergiquement un accord unanime, la conférence a décidé de voter par la Commission.

## "NORMANDIE" vogue vers la France



LES PASSAGERS DU PREMIER VOYAGE DE « NORMANDIE » ONT REÇU DES MARQUETTES DU GRAND NAVIRE EN SOUVENIR DE LEUR VOYAGE (Ph. Koppelman)

New-York, 7 juin. — « Normandie » a appareillé vendredi, à 14 h. 20 pour la France.

Il emmène plus de 2.100 passagers, chiffre rarement atteint par un paquebot. On s'attend à ce que le coéquipier du « Ruban bleu » s'attribue encore le record de la traversée de retour qui est jusqu'à présent de 4 jours, 17 heures, 42 minutes, du bateau-feu d'Ambrise, à Cherbourg. Il lui suffirait de maintenir sa moyenne du voyage aller de 29 nœuds. Les machines sont maintenant complètement au point.

Il n'a guère fallu plus de dix minutes à « Normandie », aidée seulement de trois remorqueurs, pour larguer ses amarres et quitter le quai. Le départ a été acclamé par des milliers de personnes, agitant des drapeaux français et américains et salué par les hymnes nationaux et par le mugissement des sirènes des navires.

Avant de s'embarquer sur « Normandie », au cours d'une réception d'adieu donnée à la mairie, M. Albert Lebrun a remis à M. La Guardia, 500 dollars pour les pauvres de New-York. Le maire

a accepté et a décidé d'affecter en son honneur une somme de 500 dollars à un service d'assistance gratuite de l'hôpital français.

Roger Echeverry, l'ambassadeur des enfants de Paris, est accompagné pour le voyage de retour de Peter Dudan, le fils de l'ambassadeur des enfants de New-York.

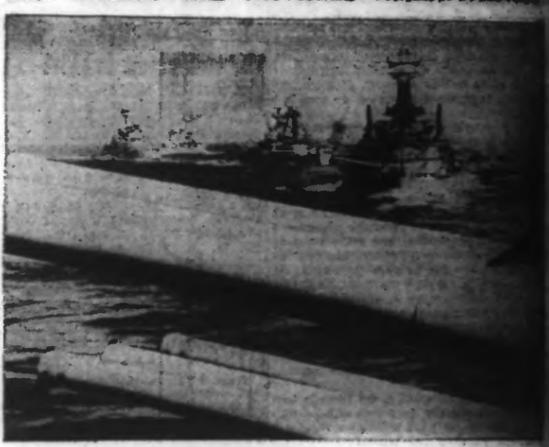
Interrogé au moment où « Normandie » passait devant la statue de la Liberté, alors qu'elle contemplant longuement le spectacle de la ville qui s'éloignait, M. Albert Lebrun a fait la déclaration suivante:

« La dernière matinée que j'ai passée à New-York n'a pas démenti, bien au contraire, la chaleur de l'accueil new-yorkais. »

La réception à City Hall a été empreinte de simplicité, de grandeur, d'enthousiasme et d'émotion.

C'est avec une pointe de mélancolie que je vois s'estomper dans la brume légère et dorée du lointain les gratte-ciel d'où j'ai pu contempler la splendeur et l'activité de la grande cité. Je reporte de mon séjour un souvenir inoubliable. »

## LES MANŒUVRES NAVALES AMÉRICAINES



VOICI LES NAVIRES DE LA FLOTTE AMÉRICAINE, VUS DU PONT DU « CALIFORNIA », SE DIRIGEANT VERS LA HAUTE MER EN FORMATION DE COMBAT. Les canons que l'on aperçoit au premier plan sont ceux des tourelles du CALIFORNIA (Ph. N.Y.T.)

## La onzième Conférence laitière internationale, à Berlin

Berlin, 7 juin. — La place m'a manqué hier pour vous rendre compte de la visite des « Leunawerken » à laquelle ont participé, la veille de la conférence, la plupart des délégués, conduits de Berlin à Leipzig dans un avion géant de la Luft Hansa.

Visite du plus haut intérêt et on songe que les « Leunawerken » sont les usines de produits chimiques les plus grandes d'Europe et peut-être du monde. Cinq kilomètres carrés de superficie totale, deux kilomètres de bâtiments et d'appareils échelonnés sans interruption, trois mille ouvriers, trois mille employés, cent ingénieurs chimistes, un milliard de reichmarks de capital, voilà, n'est-il pas vrai, des chiffres qui donnent à réfléchir.

Les « Leunawerken » produisent, en partant de la houille, l'essence et l'ammoniaque synthétique, ainsi que tous leurs dérivés.

Cette visite a constitué pour les délégations étrangères, en même temps qu'une impressionnante leçon de choses, le plus utile des enseignements.

Le dîner de jeudi offert par l'Association laitière allemande à l'hôtel Esplanade et auquel assistaient de nombreuses notabilités berlinoises a donné l'occasion à M. Hardt, président de l'Association laitière allemande et à M. Maurice Dubruille, président de la Fédération laitière internationale, de définir de nouveau la position de la Fédération à l'égard du problème de la coopération internationale en matière industrielle.

### La séance de vendredi

La conférence a entendu vendredi matin une très intéressante causerie de M. Hermann Rausch, directeur du Peignage de Leipzig, sur les caractéristiques de la fibre laitière et les moyens propres à en assurer l'exacte détermination.

La conférence a procédé à la désignation d'une Commission permanente qui aura pour tâche la coordination des